

Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie

Par le SE de Dar Es Salam



Le secteur de l'eau en Tanzanie

La Tanzanie possède d'importantes ressources en eau douce, notamment les lacs Victoria, Tanganyika et Nyassa, mais elles sont inégalement réparties sur le territoire et l'accès en milieu rural reste limité. En 2024, 66 % de la population bénéficiait d'un accès à de l'eau potable, avec de fortes disparités régionales. La Tanzanie fait face à une variabilité hydrologique marquée, des sécheresses et des inondations récurrentes, tandis que le changement climatique et la croissance démographique accentuent le risque de stress hydrique. Le cadre institutionnel du secteur de l'eau, décentralisé depuis 2002, demeure en cours de consolidation. Malgré des financements insuffisants dans ce secteur, plusieurs acteurs français restent présents et l'AFD a investi plus de 400 M EUR depuis 2002 dans des projets d'eau et d'assainissement en Tanzanie.

La situation hydrologique demeure globalement favorable, mais elle est fragilisée par les effets du changement climatique et la croissance rapide de la population.

La Tanzanie dispose d'importantes ressources en eau douce, estimées à 125 763 millions de m³ par an (dont 104 568 millions de m³ d'eau de surface et 21 195 millions de m³ d'eau souterraine), soit 2 105 m³/hab/an, un volume supérieur au seuil mondial de stress hydrique fixé à 1 700 m³. Ces ressources comprennent des rivières, lacs, sources et barrages, avec trois grands lacs transfrontaliers (Victoria, Tanganyika et Nyassa) couvrant 7 % du territoire national. Leur disponibilité varie fortement selon les régions, en fonction des régimes pluviométriques (unimodal au sud et à l'ouest, bimodal au nord et sur la côte) et des précipitations inégalement réparties, généralement inférieures à 1 000 mm/an, mais pouvant atteindre 1 400 à 2 000 mm/an dans certaines zones. En juin 2024, 3 339 sources d'eau avaient été recensées, dont 350 délimitées et 62 classées en zones protégées²³. Par ailleurs, 254 permis de rejet d'eaux usées ont été délivrés à des industries à travers le pays afin de contrôler la qualité des effluents déversés dans l'environnement.

Malgré cette abondance, la quantité et la qualité de la ressource en eau est progressivement menacée sous l'effet conjugué du changement climatique, de la croissance démographique, d'une planification insuffisante, de la dégradation des bassins versants et de l'augmentation des activités économiques. La croissance démographique rapide 62 millions d'habitants en 2022 contre 45 millions en 2012 (+3,2 % par an), exerce toutefois une pression croissante sur ces ressources. Le climat de plus en plus instable provoque des sécheresses récurrentes (2016/2017, 2020/21, 2023/24) et des inondations. En 2021, environ 8 000 personnes par million d'habitants ont été touchées par la sécheresse, tandis que les inondations ont déplacé 22 680 personnes en 2020. Par ailleurs, la pollution des eaux s'aggrave sous l'effet des pratiques agricoles (pesticides, nitrates, phosphates), industrielles (métaux lourds, produits chimiques) et domestiques (solvants et absence d'épuration), compromettant la qualité et la disponibilité de l'eau potable à long terme. L'absence de sensibilisation et de réglementation stricte accentue encore ce risque.

L'accès à l'eau et à l'assainissement est une priorité historique du gouvernement tanzanien mais fait face à des défis institutionnels et financiers persistant

Depuis les années 2000, la Tanzanie a profondément réformé son secteur de l'eau, avec la National Water Policy (NAWAPO 2002) qui a posé les bases d'une gestion durable. Elle a conduit au *Water Sector Development Program* (WSDP 2006-2025) et à deux lois majeures : le *Water Resources Management Act* (2009, amendé en 2022) et le *Water Supply and Sanitation Act* (2009, remplacé en 2019). L'organisation est désormais multi-niveaux : le Ministère de l'Eau (MoW) définit la politique et coordonne ; l'EWURA régule techniquement et économiquement ; la RUWASA pilote les projets ruraux ; les Basin Water Boards gèrent les ressources à l'échelle des bassins ; les *Water Supply and Sanitation Authorities* (WSSAs) exploitent les réseaux, avec la DAWASA pour Dar es Salaam. Le transfert de compétences aux collectivités et communautés rurales reste

²³ Water utilities performance review report for financial year 2023/24

toutefois complexe, ce qui justifie la nouvelle NAWAPO 2025, destinée à clarifier les responsabilités et réduire les chevauchements.

Le WSDP a permis des avancées, mais insuffisantes : selon l'OMS/UNICEF, entre 2015 et 2022, l'accès à l'eau « au moins de base », est passé de 51 % à 61 % (87 % en zone urbaine, 74 % en zone rurale), et l'accès à l'assainissement de 24 % à 31 %. Les maladies hydriques restent toutefois fréquentes, surtout en saison des pluies.

Les opérateurs urbains souffrent d'un taux élevé de *Non-Revenue Water* (37 % en 2023-2024) lié aux fuites, branchements illégaux et compteurs défectueux. Ce manque à gagner fragilise leur viabilité : les tarifs couvrent à peine les coûts d'exploitation, sans marge pour l'investissement. Les réseaux vétustes limitent la qualité du service, tandis que les infrastructures d'assainissement urbain restent insuffisantes : seules Dar es Salaam, Mwanza, Arusha et Dodoma traitent partiellement leurs eaux usées.

Le secteur s'inscrit dans la *Tanzania Development Vision (TDV 2025)* et le *Third Five Year Development Plan (FYDP III)*, qui font de l'eau et de l'assainissement une priorité. La NAWAPO 2025 et le WSDP III (2022/23-2025/26) visent l'amélioration de la gestion, de la qualité de l'eau et de l'accès aux services, ruraux et urbains. Pour atteindre l'accès universel, le WSDP III estimait les besoins à 6,5 Mds USD. Malgré une hausse du budget (+62 % à 371 MUSD en 2025/26) et plus de 1 500 projets lancés, les résultats restent en deçà des attentes, en raison de faiblesses de gestion, de coordination et de qualité des infrastructures. Les PPP sont encouragés mais limités par la gouvernance et la rentabilité, sans réels exemples réussis à ce jour, tandis que l'exploitation et la maintenance restent insuffisamment intégrées, compromettant la durabilité.

La Tanzanie reçoit un important soutien des bailleurs internationaux avec une participation relativement forte d'acteurs français.

La France, via l'Agence française de développement (AFD), joue un rôle majeur dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Tanzanie, en participant au financement des projets structurants alignés sur les plans quinquennaux du gouvernement (FYDP I, II, III). Entre 2002 et 2024, l'AFD a ainsi financé plus de 400 M EUR de projets d'eau et d'assainissement. À Mwanza, la Phase 1 du *Lake Victoria Water and Sanitation Project* (LV Watsan I), cofinancée avec la BEI et l'Union européenne, a mobilisé 150 M EUR, dont 75 M EUR de l'AFD, pour améliorer l'accès à l'eau et à l'hygiène pour plus de 450 000 habitants. La construction d'une station de traitement de l'eau de 44 000 m³/j a été réalisée par Sogea-Satom dans ce cadre. La phase II de ce projet, en cours de validation, présente 202 M USD, dont 90 M EUR de l'AFD. À Morogoro, l'AFD apporte 70 M EUR pour la réhabilitation d'un barrage, l'extension de la station de potabilisation et du réseau d'eau potable, la réhabilitation des infrastructures de traitement des eaux usées et le développement du réseau d'égouts. Le projet bénéficiera à plus de 250 000 habitants. De même à Shinyanga, un financement de 75 M EUR vise à réhabiliter et étendre les infrastructures d'eau potable et d'assainissement de la ville pour au moins 200 000 personnes. Enfin à Dar es Salaam, l'AFD envisage de financer un projet d'assainissement. Les entreprises françaises, telles qu'Artelia, Egis et Seureca, sont actives dans les études, l'assistance technique et la supervision des travaux. Si les travaux liés aux réseaux sont majoritairement réalisés par des entreprises chinoises ou tanzaniennes, les infrastructures de traitement, à plus forte valeur ajoutée technologique, sont des opportunités pour les entreprises françaises, comme l'illustre le FASEP conclu à Musoma avec City Traps, une entreprise qui proposait des compteurs intelligents pour optimiser la gestion de l'eau.